

UN JOUR DANS LE MONDE

2 à 5. LA CHUTE DE SAIGON ET LA VICTOIRE DES FORCES RÉVO- LUTIONNAIRES EN INDOCHINE

6. EUROPE

6. AFRIQUE

— **MAROC** : plusieurs dizaines de jeunes militants d'extrême gauche sont mis en liberté provisoire ou condamnés à de faibles peines de prison.

7. DIPLOMATIE

— La visite à Paris de M. Ygal Allon.

7. POLITIQUE

— **ASSEMBLÉE NATIONALE** : généralisation de la Sécurité sociale.

8. RELIGION

— Préparation de l'assemblée du protestantisme français : « La nécessité de l'autocritique », par Roger Mehl.

8. ARMÉE

— Des militants d'extrême gauche s'opposent aux forces de l'ordre à Grenoble.

9. DÉFENSE

— **POINTS DE VUE** : « Alliance militaire ou alliance politique ? » par Jacques Huntzinger ; « La réinsertion de la France dans l'OTAN est un fait », par Louis Baillet.

10. EDUCATION

— Le ministre a déjà fait d'importantes concessions aux enseignants.

11. MÉDECINE

— Stress, détresse et qualité de la vie.

12. JUSTICE

— **LYON** : le procès des fausses factures devant la cour d'appel.

20. COURRIER DE BELGIQUE

— Un an de gouvernement Tindemans.
— L'évolution des forces politiques : des partis en quête de clivages moins émotionnels ; la droite assure-t-elle le succès des idées de gauche ?

26. ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

— **A PROPOS DE...** : le statut des villes nouvelles.

27 à 30. **LA VIE ÉCONOMIQUE
ET SOCIALE**
— **POINT DE VUE** : « L'industrie pharmaceutique et la recherche », par Gabriel Maillard.
— **EUROPE** : les Neuf confirment la réouverture des frontières aux importations de viandes.

LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (21)

Annouces classées (24) ; Aujourd'hui (22) ; Carnet (22) ; « Journal officiel » (22) ; Météorologie (22) ; Mots croisés (22) ; Finances (31).

Le numéro du « Monde » daté 30 avril 1975 a été tiré à 556 793 exemplaires.

Pour louer une voiture
en France ou ailleurs,
Europcar : 645.21.25.

(PUBLICITE)

DIMANCHE 4 MAI à 17 h. 30
CONFÉRENCE

LA THÉOSOPHIE

Loge Unie des Théosophes
(entrée libre)
11 bis, rue Keppler, PARIS 75116

..... le feuilleté
aux ris de veau

chez
Cantarel

12 avenue du Maine
548.59.35
fermé le dimanche

A C D E F G H

AU CONSEIL DES MINISTRES

Une taxe professionnelle remplace la patente à partir de 1976

Le conseil des ministres s'est réuni au palais de l'Élysée, mercredi 30 avril, sous la présidence de M. Valéry Giscard d'Estaing.

Au terme de celui-ci, le communiqué officiel suivant a été publié :

Un projet de loi prévoyant le remplacement de la patente par une taxe professionnelle, à compter de 1976, a été adopté. Cet impôt sera assis, d'une part, sur la valeur locative des locaux et des équipements, d'autre part, sur les salaires versés par les contribuables. Les valeurs locatives seront calculées suivant des méthodes modernes et mises à jour périodiquement. Les équipements ne seront pas pris en compte pour les petits contribuables. Les salaires ne seront retenus que pour un quart de leur montant, afin de tenir compte de la situation des industries de main-d'œuvre. Un système de correction en évitera les brusques variations de cotisations. Durant cette période, les mécanismes actuels de fixation des taxes de taxe par les collectivités locales seront maintenus.

La dernière étape de la réforme consistera à réduire les différences géographiques de taux reprochées à l'actuelle patente. A compter de 1979, les communes qui pratiquent les taux les plus élevés devront se rapprocher de la moyenne constatée dans leur département, de sorte que dès 1983 ces taux ne puissent excéder le taux moyen de plus de 20 %.

Ce texte, qui complète la réforme de la fiscalité locale, se situe dans le cadre de ce plan d'ensemble, qui sera présenté au Parlement afin de moderniser les conditions du financement des équipements des communes et des départements.

L'organisation interprofessionnelle agricole

Le conseil a approuvé un projet de loi relatif à l'organisation interprofessionnelle agricole. Il prévoit que les organismes constitués par les organisations professionnelles les plus représentatives de la production agricole, et selon les cas de la transformation du négoce et de la distribution, pourront, par produits ou groupes de produits, être reconnus en qualité d'organisations interprofessionnelles. Ces organismes auront pour mission de mener des actions destinées à parvenir à une meilleure maîtrise des marchés. Ils seront habilités à percevoir des cotisations. En vue d'améliorer la connaissance de l'offre et de la demande, l'adaptation de l'offre et les relations interprofessionnelles, notamment par l'application de contrats-types et de conventions de campagne, ils passeront des accords nationaux ou régionaux, qui pourront être étendus par les pouvoirs publics à tous les membres des professions concernées.

La censure cinématographique

Un projet de loi relatif à la représentation et à la diffusion des films cinématographiques a été adopté. Il pose le principe de la liberté de représentation des films. Seuls les films qui portent atteinte à la dignité de la personne humaine ou qui incitent à la violation de ces droits fondamentaux pourront faire l'objet d'une interdiction générale. Les règles concernant la protection des mineurs seront maintenues. Le matériel publicitaire des films sera soumis à autorisation et la publicité des films à caractère licencieux ou pornographique, ou qui font une large place aux crimes ou à la violence, pourra être interdite. Lorsque leurs qualités artistiques ne seront pas manifestes, ces films n'ouvriront pas droit au soutien financier de l'Etat. Ceux qui actuellement ne bénéficient pas de ce soutien seront assujettis à une taxe. Toutes les décisions relatives à la représentation et à la diffusion des films seront prises après avis d'une commission.

La réduction des inégalités sociales

Le premier ministre a rappelé l'esprit et les conditions dans lesquels s'est jusqu'à présent effectuée la réflexion sur la réduction des inégalités, à laquelle le gouvernement attache une importance particulière. Le gouvernement souhaite qu'à la suite des travaux de la commission des inégalités sociales et à partir des orientations formulées à ce sujet dans le rapport sur les options préliminaires du VII^e Plan s'instaure un large débat au Conseil économique et social, puis au Parlement. Le gouvernement arrêtera ensuite les décisions susceptibles d'intervenir dès 1975 et ses directives pour la préparation du VII^e Plan.

Le ministre de l'Agriculture a rendu compte des délibérations du

● Le peintre Michel Warren vient de mourir accidentellement à Paris, à l'âge de quarante-cinq ans.

Dessinateur pour les grands couturiers à seize ans, il avait été un directeur très actif de galeries : à Paris d'abord, rue des Beaux-Arts ; à New-York ensuite, où il s'était associé avec Daniel Cordier. Il avait exposé des artistes comme Matta, Alechinsky, Michaux, Bram Van Velde, Arman, Dubuffet, Fahlsström, Linder.

Sa carrière de peintre commença en 1962. L'œuvre qu'il nous a laissée est expressive et déchirée.

Conseil de la Communauté qui s'est tenu à Bruxelles les 28 et 29 avril.

Dans le cadre de la nouvelle procédure d'élaboration de la loi de finances, le ministre de l'économie et des finances a fait une communication sur le budget de 1976.

Le secrétaire d'Etat aux transports a fait part au conseil des conséquences financières de l'abandon par la Grande-Bretagne du projet de construction du tunnel sous la Manche. Il a fait le point des négociations en cours avec le gouvernement britannique pour fixer les modalités de règlement des indemnités dues aux sociétés privées chargées de la construction du tunnel. Il a précisé dans quelles conditions seraient financés les travaux de fermeture du chantier et il a informé le conseil des mesures conservatoires à prendre dans le cadre de l'aménagement de la région de Calais pour permettre une reprise éventuelle du projet de construction du tunnel.

Le ministre des affaires étrangères a fait le point de la situation internationale.

LE BUDGET DE 1976 SERA DIFFICILE À ÉQUILIBRER

Le projet de budget pour l'année prochaine commence à prendre forme. Chaque ministère a maintenant déposé ses demandes de crédits auprès du ministère de l'économie et des finances. Sur instructions formelles de MM. Chirac et Fourcade, ces demandes ne devaient pas dépasser les crédits obtenus dans le budget 1975, augmentés d'un certain pourcentage destiné à tenir compte de l'érosion monétaire et des hausses de salaires. *Grosso modo*, ce sont donc les enveloppes 1975, gonflées d'une augmentation supérieure à 10 %, qui ont été retenues, étant entendu que chaque ministre pouvait procéder à des transferts entre ces différentes dépenses pourvu que les normes globales ne soient pas dépassées.

Au cours de ce même conseil des ministres, le gouvernement a décidé quels ministères bénéficieraient d'un traitement de faveur, c'est-à-dire d'une augmentation réelle de crédits en 1976. Quatre ou cinq ministères seulement auraient été retenus, dont, évidemment, les affaires sociales et l'armée. La parcimonie de ces choix s'explique par le net ralentissement des rentrées fiscales attendues l'année prochaine (T.V.A., impôt sur le revenu) et par la nécessité d'équilibrer dépenses et recettes. Il semble qu'actuellement le gouvernement entende maintenir aux environs de 13 % la progression des dépenses publiques, en 1976.

DANS LA RÉGION PARISIENNE

Attentats contre les sièges d'associations franco-vietnamiennes...

Un attentat a été commis au cours de la nuit du 29 au 30 avril contre un local servant de lieu de réunion à de jeunes Nord-Vietnamiens, 15, rue du Petit-Musc à Paris (4^e). Un engin à base de poudre, de fabrication artisanale, a explosé au pied du rideau de fer du local, provoquant des dégâts importants.

Peu après l'explosion, l'attentat était revendiqué par le groupe Action Jeunesse, organisation d'extrême droite, qui déclarait vouloir « manifester sa solidarité avec le peuple sud-vietnamien » et « dénoncer l'agression marxiste et la trahison

L'AMBASSADE DU VIETNAM DU SUD A CONTINUÉ DE FONCTIONNER LE 30 AVRIL

Plusieurs dizaines de ressortissants sud-vietnamiens étaient attaqués, au début de l'après-midi de mercredi 30 avril, devant l'entrée des bureaux de l'ambassade du Vietnam du Sud, avenue de Villiers à Paris, 75017. La plupart d'entre eux, après avoir appris la nouvelle de la chute de Saigon, se sont rendus, dès le matin, à l'ambassade dans l'espoir d'obtenir différents documents officiels qui pouvaient leur manquer et, au besoin, régulariser ainsi leur situation en France. « L'ambassade peut fermer d'un moment à l'autre, déclare l'un d'entre eux, nous devons profiter de quelques heures pendant lesquelles les services peuvent encore délivrer des documents officiels. » Les bureaux de l'ambassade, ouverts pendant la matinée, devaient rouvrir à 14 heures.

● Le prix Rainier-de-Monaco a été attribué à François Nourissier pour l'ensemble de son œuvre. Agé de quarante-huit ans, critique dramatique du *Figaro* et critique littéraire au *Point*, François Nourissier est l'auteur d'une douzaine de romans où l'autobiographie se fait constat de malaise d'une génération et d'une classe — la petite bourgeoisie française d'après guerre

LES OBSÈQUES DE JACQUES DUCLOS

Le silence, les fleurs, les pleurs

Il est 15 h. 10 lorsque la tête du cortège s'ébranle. La levée du corps a eu lieu à l'heure prévue, bien que, jusqu'à la dernière minute, beaucoup se soient encore recueillis, photographie de Jacques Duclos épinglée au côté gauche du veston ou du corsage, à l'endroit du cœur, devant le cercueil du leader communiste, au siège du P.C.F., avenue Mathurin-Moreau.

Quelques pas, et c'est la traversée de la place du Colonel-Fabien. Le silence est impressionnant, pas seulement lorsque la circulation automobile a été détournée, juste quelques instants auparavant, afin de ne pas gêner les Parisiens, mais parce que la foule, dignement massée derrière des barrières métalliques, s'autodiscipline.

Combien sont-ils ? Combien seront-ils jusqu'au cimetière du Père-Lachaise ? Plusieurs dizaines, plusieurs centaines de milliers ? Lors des obsèques de Marcel Cachin, en février 1958, et celles de Maurice Thorez, en juillet 1964, ou encore lors de l'enterrement des morts de Charonne, ou de Pierre Overney, célébrés en d'autres circonstances, les chiffres ont pareillement varié.

La foule est, en tout cas, considérable, et l'on se soucie bien peu de chiffres en cet instant. Il est émouvant le geste de cet homme, noyé dans la multitude, qui dresse le poing, rue de la Roquette, au passage du fourgon mortuaire. Ils sont émouvants ces rares et furtifs signes de croix, tout comme est prenant l'hommage collectif fait tout au long du parcours : une casquette retirée par un vieil ouvrier, geste multiplié par cent, une pièce glissée dans la sébile des nombreux collecteurs, offrande multipliée par mille, une banderole, en lettres rouges sur fond blanc, « Hommage à Jacques Duclos », quand on passe devant des entreprises, et surtout, de la place du Colonel-Fabien à la place Voltaire-Léon-Blum, ce silence, si profond et si significatif.

Trois kilomètres parcourus en trois heures, de l'avenue Mathurin-Moreau à l'entrée du cimetière de l'Est : ce n'est ni la longue marche de Georges Marchais — traits tirés et sanglots très compréhensibles et très applaudis lors du discours funèbre, — ni la lassitude physique de Louis Aragon, contraint d'abandonner le cortège, ni même les apologies sincères, mais classiques, de Mme Dolores Ibarruri, présidente du parti communiste espagnol, et de Boris N. Ponomarev, membre du bureau politique et secrétaire du P.C. de

l'Union soviétique qui ont le plus retenu l'attention.

Ce qui a impressionné avant tout les Parisiens, massés le long des trottoirs, parfois par familles entières, agglutinés aux fenêtres des immeubles ou ralliés au cortège dès que les barrières métalliques étaient levées, ce sont les quelque mille deux cents porteurs de gerbes et de couronnes de fleurs rouges, les quelque cinq cents porteurs de drapeaux et d'oriflammes, représentant les multiples sections du P.C.F. et des partis étrangers, les six chars mortuaires, croulant aussi sous les fleurs, la lente procession de l'harmonie, composée de vingt-cinq musiciens. Et puis, au-delà des délégations officielles et des visages connus, que l'on identifie facilement dans la foule, c'est la présence, derrière le catafalque recouvert d'un simple drap rouge à franges dorées, de milliers d'inconnus, un oiseau à la main, et, pour beaucoup, les larmes aux yeux.

Lorsque le cortège parvient devant l'entrée du cimetière du Père-Lachaise, il est 17 h. 10. Les derniers participants s'arrêtent alors place Voltaire - Léon - Blum, à

700 mètres de là et, de chaque côté du boulevard Mémorial, plusieurs milliers de personnes sont également au rendez-vous. Deux tribunes ont été dressées, et les journalistes, qui ont cherché, durant tout le parcours, M. François Mitterrand, y remarquent, en arrivant, le premier secrétaire du parti socialiste, qui n'a pas suivi le cortège.

Toute la rue de la Roquette, jusqu'à la place Voltaire-Léon-Blum, est sonorisée, et c'est avec une profonde attention que tout le monde écoute les trois éloges funèbres. La pluie fine, qui tombe depuis près d'une demi-heure, ne décourage personne et les premiers rangs ne détachent pas le regard du portrait de Jacques Duclos, bordé de tricolore et de rouge, posé sur le catafalque.

Il est tard lorsque, après l'inhumation — une brève cérémonie, — la foule commence à se retirer, lorsque ces militants dénouent des drapeaux français et républicains espagnols, soudés, durant tout le parcours, comme cette partie du peuple de Paris qui a rendu hommage au leader communiste.

MICHEL CASTAING.

Un proche de la famille

M. Gosselet, maire adjoint communiste d'Épinay-sur-Seine, est venu, ceint de son écharpe, en famille. Un peu étonné qu'on le distingue dans cette foule, il parle du « phénomène Duclos ».

« Pour moi, dit-il, j'ai toujours éprouvé devant lui le sentiment qui m'avait habité la première fois que je l'ai entendu, il y a bien longtemps déjà : l'admiration pour cet étonnant mélange de simplicité et de combativité. »

Sa femme ajoute : « Nous ne l'avons jamais vu que de loin, mais quand nous venions de l'entendre, nous repartions à la bagarre plus forts qu'avant. »

Ce qui frappait surtout Sylvie, leur fille, qui milite au Mouvement de la jeunesse communiste, c'est « la jeunesse de Duclos, cette joie de vivre communicative qu'il avait, cet optimisme ». En revoyant au congrès fédéral du M.J.C. de Seine-Saint-Denis le film de la campagne présidentielle de Jacques Duclos en 1969, elle a été subjuguée par son style.

Marc, son fiancé, ajoute : « Par son humour aussi, par sa bonhomie qui n'était pas feinte. » Encore que, note-t-il, le dirigeant communiste pût devenir, à l'occasion de tel ou tel débat, « un adversaire redoutable, et Poniatowski s'en est bien rendu compte dernièrement encore au Sénat. »

M. Gosselet se souvient d'un meeting à Neuilly où « au cœur de cette enclave hyper-bourgeoise dans une banlieue très ouvrière », il avait lancé cet avertissement : « Malheur au parti s'il se coupe des masses ! » Sa fille évoque la mort de Maurice Thorez, en 1964, mais en soulignant que « pour les gens de notre âge, elle n'a pu être ressentie de la même façon ». « Cette fois-ci ajoute-t-elle, nous perdons un membre de notre propre famille ». Sa mère acquiesce : « Un membre particulièrement proche de nous. » Tous quatre, qui représentent deux générations, celle de quarante ans et celle de vingt ans, sont d'accord : « Jacques Duclos était au cœur de la vraie vie. » — B B

Le 1^{er} mai sous la bannière de l'union de la gauche

Les obsèques de Jacques Duclos ont permis aux principaux dirigeants des partis signataires du programme commun de se retrouver côte à côte. C'est d'ailleurs en se référant au programme commun que les socialistes et les communistes appellent leurs adhérents à participer aux manifestations syndicales du 1^{er} mai. Le parti socialiste déclare :

« Si le 1^{er} mai est jour férié, nul ne doit oublier qu'il est d'abord un jour de combat. »

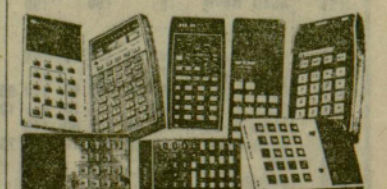
(...) Une société se meurt. Une espérance se lève. Le socialisme dans la liberté est la seule réponse aux aspirations populaires. En France, l'union des forces de la gauche autour du programme commun de gouvernement doit lui ouvrir la voie. »

Le parti communiste rappelle qu'il « a intensifié ses efforts pour donner à l'union de la gauche la qualité nouvelle qui doit lui per-

mettre de réaliser, autour du programme commun de gouvernement, le rassemblement majoritaire de notre peuple », et ajoute que « les travailleurs et les travailleuses exprimeront massivement, à cette occasion, leur volonté de repousser la prétention du pouvoir de leur faire supporter toujours plus lourdement les frais de l'aggravation de la crise dont le grand capital est le seul responsable. »

En marge de ces manifestations unitaires, les représentants des partis de l'Union de la gauche devaient se rencontrer le 30 avril pour préparer la prochaine réunion du comité de liaison qui aura lieu la semaine prochaine.

Texas-Inst. ou Hewlett-Packard ?



Rockwell Novus ou Sinclair ?

Duriez sait

quelle calculatrice vous ira.

Il y a 63 calculatrices électroniques possibles parmi les seules bonnes dont 19 scientifiques, d'après Duriez, le plus grand spécialiste français.

Si vous êtes profane et cherchez une bonne petite calculatrice 4 opérations, fiable et durable, c'est chez Duriez que vous la trouverez.

Si vous êtes un scientifique évolué, ne vous trompez pas de marque ni de modèle. Beaucoup de machines sont excitantes (log, expo, racines, Nèmes, e puissance x, sin-hyp, jusqu'aux programmables) Mais il faut demander conseil aux vendeuses-mathématiques de Duriez.

Si vous êtes chef comptable, Duriez vous offre en discount les meilleures machines qui donnent la preuve écrite de leurs calculs exacts. Le marché des calculatrices évolue très vite. Comme 70 % des Parisiens, choisissez Duriez comme guide. Chez Duriez, c'est pour durer.

Duriez - 132, bd Saint-Germain, Tél. : 326-43-51, ouvert même samedi, de 9 heures à 18 h. 30. Vente par poste : demander catalogue.